

Identitaires : coupables d'avoir voulu lutter contre l'invasion



Nicolas Faure, Polémia : *“Trois militants identitaires condamnés à de la prison ferme pour l'opération Defend Europe”*. Ces trois militants ont en commun la volonté de défendre la France et les Français face au péril migratoire de plus en plus menaçant, notamment avec l'invasion migratoire des Africains organisée par les activistes anarcho-gauchistes du terrorisme humanitaire en Méditerranée pour attaquer Salvini et l'UE.

Concernant l'action de Génération Identitaire, des politiciens et des journalistes de gauche ont fait part de leur hostilité devant l'opération de communication de grande ampleur de Defend Europe. Des milliers de réactions indignées des sympathisants anarcho-gauchistes se sont propagées sur les réseaux sociaux.

Paul Tormenen, Polémia : *“Entre Herrou et les Identitaires, la justice (partisane) a tranché”*. Damien Rieu, Romain Espino et Clément Galant, trois courageux militants identitaires, sont lourdement condamnés par la justice. Il faut comparer cette sévérité extrême avec l’indulgence dont a bénéficié l’immigrationniste Herrou. L’injustice est telle que seules les personnes les plus endoctrinées ou les plus haineuses peuvent ne pas s’en rendre compte. Pour mémoire, Herrou annonce tranquillement en 2017 au Monde qu’il a aidé près de 200 clandestins à traverser la frontière franco-italienne. Il est inculpé puis condamné en première instance à... 3 000 € avec sursis ! En appel, il est condamné à... 4 mois de prison avec sursis. La Cour de cassation annule ce jugement. La dépénalisation du délit de solidarité doit pouvoir exonérer les passeurs compulsifs...”

Il est grand temps que cela cesse ! Cette justice de gauche hautaine, arrogante et soumise au service du pouvoir de Macron immigrationniste socialiste mondialiste LREM. Il a fait fortune dans la banque. C’est un bourgeois d’Amiens de gauche *gay friendly*. Il vit une belle aventure totalement imprévue et imprévisible à l’Élysée ! Qui aurait jamais imaginé que cette aventure de l’Anti-France de Macron *gay friendly* bouleverserait l’existence des Français ? Macron *gay friendly* est aimé des médias de gauche et il est télégénique pour le plus grand bien des télés collabos en continu. En fin de carrière de ministre de Hollande, il s’ennuie à Bercy. Il s’est senti dévalorisé après ses échecs à Normale Sup’ et son redoublement à l’Ena. Classé amicalement brillant inspecteur des finances, il a navigué au sein d’une profession d’héritiers de la finance dans la banque Rothschild qui se considèrent comme les descendants de l’ancienne noblesse de la finance internationale.

La justice de gauche est largement partisane et très influencée par les activistes du Syndicat de la magistrature qui se sont illustrés avec le fumeux “mur des cons” et qui

seront indignes dans l'infamie.

Dans le malheur face à une justice de classe de l'Anti-France pro-migrants, ces enfants du peuple que sont les Identitaires ont déclenché un scandale médiatique dans les Alpes, du jamais vu en France ! Avec le fumeux "mur des cons", les activistes du Syndicat de la magistrature n'ont pas perdu leur temps. Ils ont voulu faire connaître leurs idées partisans sur le fonctionnement orienté très à gauche de la justice des droits de l'homme et des migrants, cela au détriment des justiciables en France et des Français. La justice partisane de gauche du "mur des cons" n'a jamais présenté de preuve matérielle de culpabilité de qui que ce soit, car il lui suffit de se fonder toujours sur son intime conviction militante pour justifier ses mensonges partisans !

France Bleu : "Action anti-migrants dans les Alpes : prison ferme contre des membres de Génération identitaire. (Motif : des troubles à l'ordre public immigrationniste LREM contre toute légalité).

Au procès des membres de Génération Identitaire le 11 juillet 2019, après l'opération anti-migrants au col de l'Échelle, le tribunal correctionnel de Gap (Hautes-Alpes) a prononcé des peines de prison ferme contre trois membres de Génération identitaire, après la dénonciation par la gauche ultra de l'opération anti-migrants du "groupuscule d'ultradroite" menée sur la frontière franco-italienne au col de l'Échelle, près de Névache, en avril 2018. Les prévenus étaient poursuivis pénalement pour des "activités exercées dans des conditions de nature à "créer dans l'esprit du public une confusion" avec l'exercice d'une fonction publique".

"Le tribunal a considéré : "Compte-tenu de la nature "extrêmement grave" des faits, de l'importance "du trouble à l'ordre public" (???) occasionné pendant leur période de commission et de manière durable, de "l'importance des valeurs (immigrationnistes) protégées" par les infractions reprochées

et du passé pénal des prévenus”, la prison ferme s’impose. De plus, la plupart des LREM pourraient être poursuivis pénalement pour des “activités de nature à créer dans l’esprit du public une confusion” pour masquer leur incapacité à gérer les affaires publiques et donc leur inaptitude à l’exercice d’une fonction électorale et à une gouvernance publique.

“Contre Clément Gandelin (dit Galant), 24 ans, président de Génération identitaire, son porte-parole Romain Espino, 26 ans, et un organisateur actif du mouvement, Damien Lefèvre (dit Rieu), 29 ans, le tribunal a prononcé 2 000 euros d’amende, la privation de leurs droits civiques, civils et de famille pendant cinq ans.

“Le 21 avril 2018, Génération identitaire avait monté une vaste opération au col de l’Échelle, point de passage de nombreux migrants (illégaux) dans les Hautes-Alpes. Une centaine de personnes s’étaient mobilisées, avec deux hélicoptères, une banderole géante, et une “frontière symbolique” matérialisée dans la neige par des grillages en plastique. Dans les semaines suivantes, les militants d’extrême-droite (???) avaient annoncé des interceptions de migrants et des enquêtes sur les passeurs. Me Pierre-Vincent Lambert, avocat des prévenus, a d’ores et déjà annoncé que ses clients feraient appel de la décision.”

Michel Janva, le Salon beige : Jean-Yves Le Gallou, interrogé sur la condamnation des Identitaires : Le mot “État de droit” n’est que le masque de la dictature idéologique des juges politiquement corrects. [...] Aujourd’hui, le corps judiciaire rend des décisions idéologico-politiques profondément contraires à l’idéal de liberté et à la volonté populaire : En appliquant avec beaucoup de zèle des lois liberticides : poursuites, voire condamnations, pour de simples délits d’opinion contre Ménard, Camus, Zemmour et tant d’autres. Des lois pénales liberticides qui ne sont pas appliquées de manière restrictive mais au contraire de manière extensive.

En montrant une extrême indulgence pour les étrangers clandestins, les passeurs et leurs complices (affaire Herrou), la dictature idéologique des juges prononce des peines de prison pour des délits politiques, contre les Gilets jaunes, les Identitaires et demain la Manif pour tous, tout en étant d'une grande mansuétude avec les délinquants immigrés et en refusant toute forme de légitime défense. Ils font instruire exclusivement à charge les d'affaires politiques (Sarkozy, Guéant, Marine Le Pen, Melenchon) par des juges militants !

De plus en plus de Français ont conscience que la justice n'est plus rendue en leur nom mais au nom de préjugés idéologiques et politiques et de lobbys étrangers. La justice est en train de perdre toute légitimité démocratique. Un magistrat de l'ordre judiciaire ou administratif immigrationniste peut intervenir et militer dans une association immigrationniste et rendre des jugements y compris sur ces sujets-là. Un magistrat moins politiquement (soumis) doit absolument se taire et rester plus que très prudent dans ses jugements.

C'est ce qui explique la réalité de deux poids deux mesures des décisions judiciaires (partisanes). Les magistrats politiquement corrects plastronnent, les conformistes les suivent, les autres rasant les murs...

Les magistrats (soumis) doivent tenir compte d'un triple rapport de forces : le pouvoir médiatique, le pouvoir politique et le pouvoir corporatif. Ces pouvoirs-là peuvent changer comme on le voit en Pologne et en Hongrie. En Italie, si Matteo Salvini a eu besoin de pouvoirs élargis, c'est bien pour pouvoir briser la dictature des juges sur l'immigration. Aujourd'hui, en France, il ne faut utiliser le mot "justice" qu'avec des guillemets. Et ne pas se laisser enfariner par le mot "État de droit" qui n'est que le masque de la dictature idéologique de juges politiquement corrects (LREM) à la remorque des médias (mainstream) de grand chemin. (Le Gallou)

Éric Zemmour, *Le suicide français*, (Albin Michel, 2014) : “Les juges rouges avaient forgé une théorie et une pratique de la justice révolutionnaire. La lecture de Marx leur avait appris que le droit était avant tout le produit du rapport de forces entre les classes sociales. Ils décidèrent de le mettre au service des défavorisés (et des migrants illégaux et clandestins), d’en faire l’instrument de la lutte des classes et de la révolution, de protéger le faible, le pauvre, le jeune, l’immigré, parce qu’il est une victime de la société (???), fût-il coupable.”

L’affaire de Génération identitaire et de l’opération de communication de grande ampleur de Defend Europe leur permet la mise en pratique militante de leur politique immigrationniste partisane aveugle.

“Dans les années 1980, des juges rouges atteindront leur nirvana idéologique et médiatique avec l’arrestation mise en scène de grands patrons, de politiques, de ministres même, au risque de délégitimer le juste combat contre la corruption croissante des élites (et du pouvoir bourgeois de la gauche LREM).”

Dans cette région frontalière franco-italienne, marquée et très meurtrie par l’invasion migratoire des Africains organisée par des activistes anarcho-gauchistes, les petits juges de gauche sont infiltrés et soutenus par des militants maoïstes venus se mêler à cette répression antifas de Génération Identitaire qu’ils idolâtrent et qu’ils idéalisent, grâce à laquelle ils rêvent de s’immerger dans un combat antifasciste officialisé LREM.

On y retrouve l’opération de subversion de la justice des maoïstes de la Gauche prolétarienne, pour garantir la pureté idéologique de l’opération antifasciste des petits juges anarcho-gauchistes LREM. Les juges maoïstes ont hérité dans leur idéologie de réflexes terroristes libertaires. La Terreur de 1793 agissait au nom de la vertu et les maoïstes sont des

puritains qui vitupèrent contre la droite nationale identitaire. Génération Identitaire est coupable car l'opération de communication de grande ampleur Defend Europe est le symbole des justes revendications de la droite nationale identitaire. Les juges gardiens du temple maoïste enragent : "Le crime de l'opération identitaire Defend Europe : il n'y a qu'un groupe de fascistes pour avoir fait ça !"

Une commission Vérité-Justice est de plus en plus nécessaire pour pouvoir défendre le petit peuple de France contre l'invasion migratoire des Africains organisée par des activistes anarcho-gauchistes et pour dénoncer cette justice de classe islamo-gauchiste. Elle réclamera l'avènement d'une vraie justice populaire.

Pour vouloir renverser la droite nationale identitaire, la justice de classe a bien raison d'installer une terreur gauchiste, et d'attenter à la liberté d'une poignée d'individus de Génération identitaire méprisables et haïs par les activistes anarcho-gauchistes. Et ils rêvent de promener au bout d'une pique quelques têtes des membres de cette organisation de Génération Identitaire. Curieuse conception de la justice !

La justice partisane des juges maoïstes s'oppose politiquement à la justice au service du peuple, ou plutôt du justiciable. C'est la justice médiatique des bobos de gauche façon LREM pro-Macron au service de la nouvelle bourgeoisie internationaliste et libertaire de gauche au discours marxiste mal compris pour contrer et tenter de détruire l'ancienne France traditionnelle, catholique, conservatrice et patriote et anéantir la famille sous l'autorité de ce mâle blanc méprisable et haï par les activistes anarcho-islamo-gauchistes libertaires.

Europe Israël : "Action anti-migrants : 6 mois ferme pour 3 membres de Génération identitaire, pas de condamnation pour

les passeurs... Demander l'application de la loi, défendre nos frontières, c'est passible de la prison ferme". Après la condamnation à six mois de prison ferme des activistes de Génération identitaire opposés à l'immigration illégale, certains élus ont dénoncé une décision de justice politique. Un des prévenus, Damien Rieu, témoigne. Le ministère de l'Intérieur a été humilié par une bande de gamins qui ont démontré le manque d'action d'une des premières puissances mondiales contre l'immigration illégale sur son territoire.

Plusieurs personnalités de droite ont réagi à cette condamnation sur les réseaux sociaux. C'est le cas de l'eurodéputée Les Républicains Nadine Morano qui a commenté sur Twitter : *"D'abord classé sans suite, il fallait le trouver "confusion avec l'exercice d'une fonction publique" six mois ferme pour ces jeunes qui ont osé défendre notre frontière. Entrer sur notre territoire illégalement est un délit : on attend la même fermeté."*

Nadine Morano ✓@nadine__morano : d'abord classé sans suite puis il fallait le trouver *"confusion avec l'exercice d'une fonction publique"* 6 mois ferme pour ces jeunes qui ont osé défendre notre frontière. entrer sur notre territoire illégalement est un délit on attend la même fermeté <http://bit.ly/34dT0WP>

L'eurodéputé du Gard du Rassemblement national, Gilbert Collard, a tonné : *"À voir la condamnation qui vient de frapper les militants de Génération Identitaire et quand on voit des délinquants qui bénéficient pour des faits plus graves d'un simple rappel à la loi, on cherche la justice et on ne trouve que la politique !"*

Gilbert Collard ✓@GilbertCollard : À voir la condamnation qui vient de frapper les militants de Génération Identitaire et qu'on voit des délinquants qui bénéficient pour des faits plus graves d'un simple rappel à la loi, on cherche la justice et on trouve que la politique !#defendeurope

La tête de liste du Rassemblement national pour les élections européennes et plus jeune eurodéputé de l'histoire, Jordan Bardella, a lui interrogé : *“Demander l'application de la loi, être un jeune qui défend son pays et son peuple, c'est passible de la prison ferme, en France, en 2019 ?*

“Dans le même temps les pires criminels bénéficient d'un laxisme ahurissant ? Très inquiétant” !

Jordan Bardella ! ✓@J_Bardella Demander l'application de la loi, être un jeune qui défend son pays et son peuple, c'est passible de la prison ferme, en France, en 2019 ? Quand les pires criminels bénéficient d'un laxisme ! leparisien.fr : “Action anti-migrants : prison ferme contre les représentants de Génération identitaire avait organisé des “patrouilles” pour empêcher les migrants de franchir la frontière (passoire) franco-italienne.

“D'autres se sont réjouis de la décision de justice, comme Madjid Messaoudene, l'élu de Seine-Saint-Denis, qui a sabré le champagne et appelé pour l'occasion à un rassemblement place de la République. “Amenez champagne eau selecto jus café thé on va boire à leur seum”, a-t-il fait savoir.

Damien Rieu dénonce un deux poids, deux mesures, avec les associations pro-migrants. Le procureur avait d'abord classé sans suite une première enquête qui visait à vérifier si des menaces, violences et propos racistes avaient été proférés. (Sans preuve,) il a usé de la section du Code pénal consacrée à l'usurpation de fonctions. C'est ce chef d'inculpation qui a mené à la décision de justice du 29 août.

Damien Rieu, un des inculpés de Génération identitaire, a déploré : “Les migrants auditionnés par le procureur ont reconnu qu'à aucun moment ils ne nous avaient pris pour des membres des forces de l'ordre.

“Le ministère de l'Intérieur a été humilié par une bande de gamins qui ont démontré le manque d'action d'une des premières

puissances mondiales contre l'immigration illégale sur son territoire. Donc on est allé chercher cette inculpation grotesque selon laquelle nous aurions usurpé la fonction de policiers, et ce, de longs mois après l'abandon des poursuites par le procureur !" Questionné par RT France à propos de l'affaire Benalla et de l'utilisation d'un brassard de police le 1^{er} mai 2018, Damien Rieu préfère répliquer :

"Mais le vrai scandale, c'est le cas Herrou ! Le complice des passeurs de migrants et des mafias, le trafic d'êtres humains représente une manne pour ces organisations. Le cas Herrou n'est plus répréhensible, alors qu'il a aidé ces passeurs de migrants à transgresser la loi. Mais demander à son pays d'appliquer la loi par une opération similaire à des ONG comme Greenpeace ou Le Droit au logement, là, c'est répréhensible.

"Difficile de ne pas y voir une sanction politique". "Non seulement l'État ne fait pas son travail, mais ceux qui veulent le signaler sont empêchés. Le pire, cela ne correspond pas au souhait des Français qui se prononcent dans tous les sondages contre l'immigration. Il s'agit d'un déni de démocratie. Et de souligner : "Il n'y a pas eu de référendum pour demander aux Français s'ils voulaient accueillir des centaines de milliers d'immigrés par an de façon légale ou illégale !" Damien Rieu a demandé à son avocat de faire appel !

Si les membres de Génération identitaire sont poursuivis pénalement pour des activités exercées dans des conditions de nature à "*créer dans l'esprit du public une confusion*", où sont les preuves ?

De plus, la plupart des LREM pourraient être poursuivis pénalement pour des "*activités politiques de nature à créer dans l'esprit du public une confusion*" en vue de masquer leur incapacité à gérer les affaires publiques et donc leur inaptitude à l'exercice d'une fonction électorale pour la gouvernance du pays.

Richard Mauden